

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2022/34315]

**17 NOVEMBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 29 mars 2017 relatif aux études  
de sciences médicales et dentaires**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les articles 1<sup>er</sup> à 6 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, les mots « examen », « l'examen », « cet examen », « à l'examen » et « de l'examen » sont à chaque fois remplacés par les mots « concours », « le concours », « ce concours », « au concours » et « du concours ».

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, les mots « À partir de l'année académique 2023-2024, » sont insérés avant les mots « Ont seuls accès aux études de » et les mots « de réussite » sont remplacés par les mots « d'admission »;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le concours d'entrée et d'accès est organisé une fois par an entre le 16 et le 31 août.

Chaque année, le Gouvernement fixe la date du concours d'entrée et d'accès et la date limite des inscriptions.

En cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, le Gouvernement peut décider d'organiser le concours d'entrée et d'accès en dehors de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le concours d'entrée et d'accès est organisé de manière centralisée. En cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, le Gouvernement peut décider d'organiser le concours d'entrée et d'accès de manière décentralisée, dans les locaux mis à disposition par chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires. Il arrête les modalités pratiques de l'organisation du concours d'entrée et d'accès de manière décentralisée. »;

3° dans le § 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, la deuxième phrase est abrogée;

b) dans l'alinéa 3, un 1°/1 rédigé comme suit est inséré après le 1° :

« 1°/1 l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription en cas d'admission; »;

c) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« S'il est admis, le candidat poursuit son inscription auprès de l'institution universitaire et dans la filière qu'il a indiquées lors de son inscription au concours d'entrée et d'accès. »;

d) l'alinéa 6 est abrogé;

e) dans l'alinéa 7, les mots « de réussite » sont remplacés par les mots « d'admission »;

4° le § 4 est abrogé;

5° un § 5/1 rédigé comme suit est inséré :

« § 5/1. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, ont également accès aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires les candidats qui sont titulaires d'une attestation de réussite de l'examen d'entrée et d'accès au premier cycle des études en sciences médicales ou dentaires délivrée soit en 2021 soit en 2022 et pour laquelle le jury de l'examen d'entrée et d'accès a reconnu la force majeure permettant de valoriser cette attestation de réussite au cours des deux années académiques consécutives, respectivement lors des années académiques 2022-2023 et 2023-2024 ou 2023-2024 et 2024-2025. ».

**Art. 3.** Dans l'article 2, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « à l'article 28, 8°, 17°, 19° et 20°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques » sont remplacés par les mots « à l'article 32 et à l'annexe I<sup>er</sup>, 14°, 23°, 25° et 26°, du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection ».

**Art. 4.** Dans l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la partie 2 :

a) le mot *b* est remplacé par ce qui suit :

« *b*) Evaluation de la capacité à communiquer en percevant la dimension éthique et en faisant preuve d'empathie, de compassion, d'équité et de respect »;

b) les mots *c*) et *d*) sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tant qu'il n'est pas modifié par le Gouvernement, le programme détaillé du concours d'entrée et d'accès est le programme détaillé de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires qui figure dans l'arrêté du Gouvernement du 19 avril 2017 arrêtant le programme détaillé de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

Pour l'ensemble des parties du concours d'entrée et d'accès, le jury du concours d'entrée et d'accès attribue une note globale cotée sur 160. Les matières de la partie 1 et l'évaluation de la partie 2, a), sont chacune cotées sur 20. L'évaluation de la partie 2, b), est cotée sur 60. »

**Art. 5.** Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « A partir de l'année budgétaire 2017, » sont abrogés;
- b) le mot « minimum » est inséré entre les mots « subvention globale annuelle de » et les mots « huit cents mille euros »;
- c) les mots « et du test d'orientation du secteur de la santé » sont remplacés par les mots « et d'accès »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 6.** Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « lauréats » est remplacé par les mots « candidats admis »;
- b) dans l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :
  - les mots « ayant réussi » sont remplacés par le mot « admis »;
  - les mots « de réussite à l'examen d'entrée et d'accès » sont remplacés par les mots « d'admission »;
  - les mots « d'entrée et d'accès » sont insérés entre les mots « inscription à l'examen » et les mots « conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 3 ».
- c) dans l'alinéa 3, les mots « de réussite à l'examen » sont remplacés par les mots « d'admission »;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Lorsqu'il délibère, le jury du concours d'entrée et d'accès établit un classement des candidats par filière: la filière « sciences médicales » et la filière « sciences dentaires ».

Pour chacune des filières, le jury classe les candidats dans l'ordre décroissant de la note globale qu'ils ont obtenue au concours d'entrée et d'accès. Le candidat qui a la note globale la plus élevée est classé en premier.

Pour chacune des filières, le jury sélectionne un nombre de candidats égal au nombre d'admissibles visé au paragraphe 3 dans l'ordre du classement en commençant par le candidat classé en premier. Si le nombre de candidats non-résidents sélectionnés atteint 30% du nombre total de candidats pouvant être déclarés admissibles en tenant compte du nombre d'admissibles visé au paragraphe 3, le jury ne sélectionne plus de candidats non-résidents et poursuit la sélection en ne sélectionnant que des candidats résidents jusqu'à atteindre un nombre de candidats égal au nombre d'admissibles visé au paragraphe 3.

Si plusieurs candidats sont classés ex-aequo mais ne peuvent pas tous être déclarés admissibles sauf à dépasser le nombre d'admissibles visé au paragraphe 3 ou le nombre de candidats non-résidents pouvant être déclarés admissibles, le jury tire au sort parmi les candidats ex-aequo celui ou ceux qui sont déclarés admissibles. »;

3° l'article est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Au plus tard dix jours avant la date du concours d'entrée et d'accès, le Gouvernement fixe séparément pour la filière « sciences médicales » et la filière « sciences dentaires » le nombre maximal de candidats pouvant être admis.

Ce nombre est appelé le « nombre d'admissibles ».

Le nombre d'admissibles est établi suivant la formule suivante :

$$A = Q \times 1/D$$

où :

- A est le nombre d'admissibles dans la filière considérée pour l'année académique N;
- Q est le quota des diplômés fixé par le Gouvernement fédéral qui ont accès aux formations conduisant aux titres professionnels particuliers pour l'année académique N+6 pour la filière en sciences médicales et N+5 pour la filière en sciences dentaires;
- D est un coefficient qui tient compte de la déperdition des étudiants en cours d'études. Il est égal à  $(1 - d)$  où d est un pourcentage de A, exprimé de manière décimale et fixé par le Gouvernement.

Pour les concours d'entrée et d'accès relatifs aux inscriptions aux années académiques 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026, le nombre d'admissibles dans une filière considérée est réduit par année académique respectivement d'un nombre M, N ou R calculé comme suit:

- Pour l'année académique 2023-2024:  $M = 1/3 \times [(Z \times D) - Q]$ , arrondi à l'unité supérieure;

- Pour l'année académique 2024-2025:  $N = 1/3 \times [(Z \times D) - Q]$ , arrondi à l'unité supérieure;

- Pour l'année académique 2025-2026:  $R = (Z \times D) - Q - M - N$ .

où :

- Z est le nombre de lauréats de la filière considérée à l'examen d'entrée et d'accès pour l'année académique 2022-2023 et qui se sont inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires;

- D est le coefficient de déperdition défini à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

- Q est le quota fixé par le Gouvernement fédéral pour l'accès aux formations conduisant aux titres professionnels particuliers pour l'année 2028 pour la filière en sciences médicales et pour l'année 2027 pour la filière en sciences dentaires. ».

**Art. 7.** Dans le même décret, un article 6/1 rédigé comme suit est inséré :

« Article 6/1. Par dérogation à l'article 6, § 2, alinéa 3, seconde phrase, pour les années académiques 2023-2024 à 2029-2030, le nombre de candidats non-résidents sélectionnés est fixé à 15% du nombre total de candidats pouvant être déclarés admissibles.

Au cours de l'année académique 2028-2029, une évaluation de l'impact du mécanisme visé à l'alinéa précédent est effectuée par le Gouvernement. Sauf décision contraire du Gouvernement sur la base de cette évaluation, à partir de l'année académique 2030-2031, l'application de la limitation à 15% de candidats non-résidents sélectionnés est prolongée pour une période de 5 années académiques renouvelable. Au terme de chaque période de 5 ans, une nouvelle évaluation est effectuée par le Gouvernement. ».

**Art. 8.** Dans l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « présenter l'examen » sont remplacés par les mots « présenter le concours »;

2° les mots « première présentation de l'examen » sont remplacés par les mots « première présentation de l'examen ou du concours »;

3° les mots « le jury de l'examen » sont remplacés par les mots « le jury du concours ».

**Art. 9.** Dans l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 2 et 5 sont abrogés;

2° dans l'alinéa 6, devenu l'alinéa 4, le mot « quatre » est remplacé par le chiffre « 3 ».

**Art. 10.** Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé;

2° dans l'alinéa 5, devenu l'alinéa 4, le chiffre « 4 » est remplacé par le chiffre « 3 ».

**Art. 11.** Le Chapitre II du même décret, comportant les articles 11 à 14, est abrogé.

**Art. 12.** L'article 17bis du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les articles 1<sup>er</sup> à 7 ne sont pas applicables aux étudiants qui, en exécution de l'Accord particulier relatif à la coopération universitaire en formation médicale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Communauté française, fait à Luxembourg le 4 janvier 2022, ont accès à la suite du programme de premier ou de deuxième cycle en sciences médicales dans une université. ».

**Art. 13.** L'article 12 entre en vigueur à la date à laquelle l'Accord du 4 janvier 2022 entre en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 novembre 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,  
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—  
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement.

Projet de décret, n° 449-1.

- Amendement(s) en commission, n° 449-2

- Rapport de commission, n°449-3

- Texte adopté en commission, n° 449-4

- Texte adopté en séance plénière, n° 449-5

Compte rendu intégral.

- Discussion et adoption.

- Séance du 16 novembre 2022.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/34315]

**17 NOVEMBER 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In de artikelen 1 tot 6 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde worden de woorden « examen », « het examen », « dat examen », « voor het examen » en « van het examen » telkens vervangen door de woorden « vergelijkend examen », « het vergelijkend examen », « dat vergelijkend examen », « voor het vergelijkend examen » en « van het vergelijkend examen ».

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « Vanaf het academiejaar 2023-2024, » ingevoegd vóór de woorden « hebben alleen toegang tot de studie van » en wordt het woord « slaagattest » vervangen door het woord « toelatingstest »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt:

« § 2. Het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen wordt één keer per jaar tussen 16 augustus en 31 augustus georganiseerd.

Elk jaar bepaalt de Regering de datum van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen en de uiterste datum voor de inschrijvingen.

In geval van uitzonderlijke omstandigheden of overmacht kan de Regering beslissen het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen buiten de periode bedoeld in het eerste lid te organiseren.

Het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen wordt op gecentraliseerde wijze georganiseerd. In geval van uitzonderlijke omstandigheden of overmacht kan de Regering beslissen het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen op gedecentraliseerde wijze te organiseren in de lokalen die ter beschikking worden gesteld door elke universitaire instelling die gemachtigd is om studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of studies van de eerste cyclus in tandheelkunde te organiseren en die ze organiseert. Zij stelt de praktische nadere regels vast voor de organisatie van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen op gedecentraliseerde wijze. »;

3° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid wordt de tweede zin opgeheven;

b) in het derde lid wordt een 1°/1 ingevoegd na 1°, luidend als volgt :

« 1°/1 de universitaire instelling die gemachtigd is om studies van de eerste cyclus in geneeskunde of studies van de eerste cyclus in tandheelkunde te organiseren en die ze organiseert waarbij hij zijn inschrijving in geval van toelating wenst voort te zetten; »;

c) het vijfde lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de kandidaat wordt toegelaten, zet hij/zij de inschrijving voort bij de universitaire instelling en in de studierichting die hij/zij bij de inschrijving voor het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen heeft vermeld. »;

d) het zesde lid wordt opgeheven;

e) in het zevende lid worden de woorden « hij slaagt » vervangen door de woorden « hij toegelaten wordt »;

4° § 4 wordt opgeheven;

5° er wordt een § 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5/1. In afwijking van paragraaf 1 hebben ook toegang tot de studies van de eerste cyclus geneeskunde en tandheelkunde de kandidaten die in het bezit zijn van een slaagattest van het ingangs- en toelatingsexamen voor de eerste cyclus van studies geneeskunde of tandheelkunde uitgereikt ofwel in 2021 ofwel in 2022 en waarvoor de examencommissie van het ingangs- en toelatingsexamen de overmacht erkend heeft waarbij dit slaagattest gewaardeerd wordt tijdens de twee opeenvolgende academiejaren, respectief gedurende de academiejaren 2022-2023 en 2023-2024 of 2023-2024 en 2024-2025. ».

**Art. 3.** In artikel 2, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « in artikel 28, 8°, 17°, 19° en 20°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs » vervangen door de woorden « in artikel 32 en in bijlage I, 14°, 23°, 25° en 26°, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst ».

**Art. 4.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, in deel 2 :

a) wordt littera b) vervangen als volgt :

« b) Evaluatie van de bekwaamheid om te communiceren met gevoel voor ethiek, empathie, mededogen, billijkheid en respect »;

b) worden litterae c) en d) opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« Zolang het gedetailleerde programma van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen niet door de Regering wordt gewijzigd, geldt dit programma als gedetailleerd programma van het ingangs- en toelatingsexamen voor de studies van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of studies van de eerste cyclus in de tandheelkunde dat opgenomen wordt in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2017 tot vaststelling van het gedetailleerde programma van het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde.

Voor alle onderdelen van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen geeft de examencommissie van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen een totaalcijfer van 160 punten. De vakken in deel 1 en de beoordeling in deel 2 a) worden elk op 20 beoordeeld. Deel 2 b) wordt op 60 punten beoordeeld. »

**Art. 5.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2017 » worden opgeheven;
  - b) het woord « minimale » wordt ingevoegd tussen de woorden « elk jaar een » en de woorden « globale subsidie van achthonderdduizend euro »;
  - c) de woorden « en de oriëntatietest voor de gezondheidssector » worden vervangen door de woorden « en het toelatingsexamen »;
- 2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid wordt het woord « geslaagden » vervangen door de woorden « toegelaten kandidaten »;
- b) in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
  - de woorden « die geslaagd zijn » worden vervangen door het woord « toegelaten »;
  - de woorden « dat ze voor het ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn » worden vervangen door de woorden « dat ze toegelaten zijn »;
  - de woorden « ingangs- en toelatingsexamen » worden ingevoegd tussen de woorden « inschrijving voor het » en de woorden « overeenkomstig artikel 1, § 3 ».

c) in het derde lid worden de woorden « Dat attest van slagen voor het examen » vervangen door de woorden « Dat toelatingsexamen »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer de examencommissie van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen beraadslaagt, stelt ze een rangschikking van de kandidaten per studierichting : de studierichting « geneeskunde » en de studierichting « tandheelkunde ».

Voor elke studierichting rangschikt de examencommissie de kandidaten in dalende volgorde van het totaalcijfer dat zij bij het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen hebben behaald. De kandidaat met het hoogste totaalcijfer komt op de eerste plaats.

Voor elke studierichting selecteert de examencommissie een aantal kandidaten dat gelijk is aan het aantal in aanmerking komende kandidaten als bedoeld in paragraaf 3 in de volgorde van rangschikking, te beginnen met de kandidaat die als eerste is gerangschikt. Indien het aantal geselecteerde niet-ingezeten kandidaten 30% bereikt van het totale aantal kandidaten dat, rekening houdend met het in paragraaf 3 bedoelde aantal in aanmerking komende kandidaten, in aanmerking komt, selecteert de examencommissie geen niet-ingezeten kandidaten meer en zet zij de selectieprocedure voort door alleen ingezeten kandidaten te selecteren totdat zij een aantal kandidaten bereikt dat gelijk is aan het in paragraaf 3 bedoelde aantal in aanmerking komende kandidaten.

Indien meerdere kandidaten op dezelfde rangorde staan, maar niet alle in aanmerking kunnen worden genomen, tenzij het in paragraaf 3 bedoelde aantal in aanmerking komende kandidaten of het aantal niet-ingezeten kandidaten dat in aanmerking kan worden genomen, wordt overschreden, verricht de examencommissie een loting onder de gelijk gerangschikte kandidaten om te bepalen wie van hen in aanmerking komt;

3° het artikel wordt aangevuld met een § 3 die als volgt luidt :

“§ 3. Uiterlijk tien dagen voor de datum van het vergelijkend ingangs- en toelatingsexamen stelt de regering afzonderlijk voor de studierichting “medische wetenschappen” en de studierichting “tandheelkundige wetenschappen” het maximum aantal kandidaten vast dat kan worden toegelaten.

Dit aantal wordt het “aantal in aanmerking komende personen” genoemd.

Het aantal in aanmerking komende kandidaten wordt bepaald aan de hand van de volgende formule:

$$A = Q \times 1/V$$

waar :

- A het aantal in aanmerking komende studenten is in de betrokken stroom in studiejaar N;
- Q is het door de federale regering vastgestelde quotum van afgestudeerden die toegang hebben tot een opleiding die leidt tot bepaalde beroepstitels voor het academiejaar N+6 voor de studierichting medische wetenschappen en N+5 voor de studierichting tandheelkundige wetenschappen;
- V is een coëfficiënt die rekening houdt met het verlies aan studenten tijdens de studie. Het is gelijk aan  $(1 - v)$  waarbij  $v$  een percentage van A is, uitgedrukt in decimalen en vastgesteld door de regering.

Voor de vergelijkende examens voor ingang en toelating met betrekking tot de inschrijvingen in de academische jaren 2023-2024, 2024-2025 en 2025-2026 wordt het aantal in aanmerking komende kandidaten in een bepaalde studierichting verminderd met een M-, N- of R-aantal per academiejaar, dat als volgt wordt berekend :

- Voor het academiejaar 2023-2024:  $M = 1/3 \times [(Z \times V) - Q]$ , afgerond naar boven;
- Voor het academiejaar 2024-2025:  $N = 1/3 \times [(Z \times V) - Q]$ , afgerond naar boven;
- Voor het academiejaar 2025-2026:  $R = (Z \times V) - Q - M - N$ .

waar :

- Z is het aantal geslaagde kandidaten in de relevante studierichting bij het ingangs- en toelatingsexamen voor het academiejaar 2022-2023 die zich hebben ingeschreven voor een bachelorstudie in de medische wetenschappen of de tandheelkundige wetenschappen;
- V is de in punt 1 omschreven verliescoëfficiënt;
- Q is het door de federale regering vastgestelde quotum voor de toegang tot opleidingen die leiden tot specifieke beroepsbekwaamheidsbewijzen voor het jaar 2028 voor de studierichting medische wetenschappen en voor het jaar 2027 voor de studierichting tandheelkundige wetenschappen.”.



**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt het volgende artikel 6/1 ingevoegd :

"Artikel 6/1. In afwijking van artikel 6, § 2, derde lid, tweede zin, wordt voor de academiejaren 2023-2024 tot en met 2029-2030 het aantal geselecteerde niet-ingezeten kandidaten vastgesteld op 15% van het totale aantal kandidaten die als in aanmerking komend kunnen worden verklaard.

Tijdens het academiejaar 2028-2029 zal de regering het effect van het in het vorige lid bedoelde mechanisme evalueren. Tenzij de regering op basis van deze evaluatie anders beslist, wordt de toepassing van de beperking tot 15% van de geselecteerde niet-ingezeten kandidaten vanaf het academiejaar 2030-2031 verlengd voor een hernieuwbare periode van 5 academiejaren. Aan het einde van elke periode van vijf jaar wordt door de regering een nieuwe evaluatie uitgevoerd".

**Art. 8.** Aan artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "het examen afleggen" worden vervangen door de woorden "het vergelijkend examen afleggen";

2° de woorden "eerste aflegging van het examen" worden vervangen door de woorden "eerste aflegging van het examen of vergelijkend examen";

3° de woorden "de examencommissie" worden vervangen door de woorden "de commissie van het vergelijkend examen".

**Art. 9.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de leden 2 en 5 worden opgeheven;

2° in lid 6, dat lid 4 is geworden, wordt het woord "vier" vervangen door het cijfer "3".

**Art. 10.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 2 wordt opgeheven;

2° in lid 5, dat lid 4 is geworden, wordt het cijfer "4" vervangen door het cijfer "3".

**Art. 11.** Hoofdstuk II van hetzelfde decreet, bestaande uit de artikelen 11 tot en met 14, wordt opgeheven.

**Art. 12.** Artikel 17bis van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst :

"De artikelen 1 tot en met 7 zijn niet van toepassing op studenten die, door uitvoering van de op 4 januari 2022 te Luxemburg gesloten bijzondere overeenkomst inzake universitaire samenwerking inzake medische vorming tussen de regering van het Groothertogdom Luxemburg en de regering van de Franse Gemeenschap, toegang hebben tot de voortzetting van het programma van de eerste of tweede cyclus in de medische wetenschappen in een universiteit."

**Art. 13.** Artikel 12 treedt in werking op de datum waarop de overeenkomst van 4 januari 2022 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 november 2022.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het Toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement.

Ontwerp van decreet, nr. 449-1.

- Amendement(en) in de commissie, nr. 449-2.

- Verslag van de commissie, nr. 449-3.

- Tekst aangenomen in de commissie, nr. 449-4.

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 449-5

Integraal verslag.

- Bespreking en aanneming.

- Vergadering van 16 november 2022.